



Appel à contribution colloque international Bordeaux 27 et 28 novembre 2014

« La participation habitante dans la mise en durabilité urbaine : discours, effets, expérimentations et mises à l'épreuve »

Le principe de participation¹ résulte d'une prise de conscience des impacts de certains projets d'aménagement ou d'équipement sur l'environnement, autant que d'une évolution dans la conception d'une concertation envisagée comme le préalable à la réalisation des projets d'aménagement - ou de « ménagement » - du territoire. Ainsi, au cœur du projet urbain, place est faite, au moins au niveau des discours et des dispositifs réglementaires, au renforcement de la capacité d'action des individus et des groupes habitants dans la mise en place des projets, notamment en ce qui concerne les opérations de quartiers dits « durables ». L'idée d'une « citoyenneté en actes » ou d'un « pouvoir d'agir » (Bacqué et Mehmache 2005) devient alors potentiellement transformatrice du registre dominant d'exercice du politique au profit d'un rééquilibrage vis-à-vis de la société civile (Sirianni et Friedlman 2001). Si depuis 40 ans on parle de participation en matière d'aménagement, c'est au cours des quinze dernières années que l'affirmation de ce principe s'intensifie autour de l'acceptabilité sociale induites par les enjeux de développement durable. Il y a désormais un intérêt scientifique à questionner la participation de façon renouvelée au travers de son lien (à concevoir et à mettre en œuvre tant théoriquement qu'empiriquement) avec la durabilité. Cet intérêt semble d'autant plus grand que la conviction, désormais invariablement affichée en matière de fabrication des villes, est que l'on ne peut concevoir un milieu et un développement urbains durables seulement par la contrainte et la planification : les démarches participatives, susceptibles d'affecter les interactions entre acteurs et la légitimité du projet, ressortent dès lors comme nécessaires à une mise en durabilité urbaine pérenne et efficiente.

Dans ce contexte, les pratiques et prescriptions de l'aménagement urbain, soucieux de l'environnement, sont censées évoluer concrètement vers des approches plus ouvertes aux débats, à la concertation et aux négociations entre acteurs sociaux multiples. La participation est à ce titre évoquée en principe fondateur quand il s'agit de produire des « écoquartiers » (le flou de cet objet pourra être discuté lors des échanges). Dans cette démarche et pour les commanditaires du projet urbain durable, la qualité du processus d'élaboration irait de pair avec la capacité d'y associer les habitants-citoyens. Argument dans la valorisation des écoquartiers, elle devient un critère de différenciation des quartiers « classiques ». À travers l'invocation de différentes modalités participatives, les attendus sont multiples : il s'agit pêle-mêle d'éviter l'exclusion et la disqualification sociale de certaines populations ; d'obtenir un gain qualitatif dans la définition et l'appropriation des projets ; de réintégrer des références aux valeurs, à la citoyenneté et à de nouvelles solidarités urbaines, sociales et environnementales (Schaeffer, Ruegg et Litzistorf-Spina, 2010). L'objectif est aussi de tisser et retisser des liens, de déployer des sociabilités, de prendre en compte les identités locales, et d'inscrire dans le temps ce travail collectif.

¹ Entendue ici, provisoirement et de façon générique, comme processus permettant aux individus de prendre part aux décisions ou à la définition des éléments constitutifs d'un projet de transformation du cadre de vie.

Compte tenu des nombreux travaux et manifestations relatifs à la question des écoquartiers, en France et ailleurs, ouvrir un nouvel espace de discussion scientifique sur le sujet nécessite le choix d'angles, sinon nouveaux, tout au moins susceptibles d'apports complémentaires. À ce titre, les relations entre processus participatifs et opérations de quartiers durables, bien qu'ayant été interrogées par les chercheur(e)s, sont loin d'avoir livré toute leur substance heuristique. Si les démarches participatives sont désormais un levier incontournable pour chaque acteur engagé dans la gouvernance du projet urbain durable, les (re)mises en ordres ou en désordres qu'elles suscitent restent des processus centraux, complexes (Leresche et Audétat, 2006 ; Emelianoff 2008 ; Mathieu et Guermond 2011). Car, une fois la participation posée en principe et en discours, reste le problème du passage de l'injonction de soutenabilité urbaine à la réalité d'une dynamique sociétale qui favoriserait la prise en charge collective, participative et pérenne, du cadre de vie (Bonard et Matthey, 2010), à une « démarche donnant lieu à un partage (coproduction, codécision) voire à un transfert de responsabilité (autopromotion, autogestion) dans la fabrication ou la fabrication ou d'aménagement d'espaces habités » (Zetlaoui-Léger 2013).

C'est le discours participatif (Norynberg 2001), ses effets et les expériences qu'il suscite (de même que ses dissonances), qu'il est envisagé d'analyser, à l'occasion de ce colloque. Le choix est de privilégier une approche par objets concrets permettant un éclairage multifocal et critique de la mise en durabilité urbaine participative, de ses « angles morts », mais aussi de certaines variables sociales qui la traversent (genre, culture, génération, etc.). Outre les ouvertures comparatistes et la dimension internationale attendues, une approche résolument pluridisciplinaire est souhaitée grâce à des contributions qui permettront de démultiplier les « regards », qu'ils soient psychosociologique, politique, socio-économique, géographique (autant sociale que physique), ou autres. Il s'agira, pour les auteur(e)s de propositions de mettre en évidence, autour d'opérations d'écoquartiers, certaines expérimentations urbaines et sociales porteuses de modalités participatives à l'échelon local, avec leurs innovations mais aussi avec leurs difficultés et leurs mises à l'épreuve. Il est à noter que le comité scientifique se réserve la possibilité d'intégrer des contributions pertinentes qui proposent d'étudier de tels processus à l'échelle d'un quartier, sans pour autant qu'ils fassent explicitement référence au terme/concept d' « écoquartier ». Les axes de réflexion proposés sont les suivants :

1. Espaces collectifs, espaces-enjeux de la participation

L'investissement participatif concerne souvent la définition des espaces collectifs, lieux de transition dont l'aménagement doit intégrer les usages, les pratiques et les désirs habitants, mais aussi de nouveaux modes d'habiter. Ces « espaces-enjeux » pour la ville durable et les écoquartiers sont des zones où se travaille plus qu'ailleurs la mise en durabilité urbaine (incluant aussi, dans la démarche environnementale, un certain travail sur les ambiances ou encore le design) (Hamman 2008 ; Zetlaoui-Léger 2013). Ils deviennent des interfaces, des espaces à forte valeur sociale ajoutée, activateurs potentiels de dynamiques, de savoirs et savoir-faire habitants qu'ils soient artistiques, jardiniers, etc. Par exemple, la végétalisation et le verdissement sont systématiquement mobilisés pour la requalification esthétique et écologique induite par les opérations d'écoquartiers. Pour certains, les espaces verts – comme d'autres – procèdent d'une démonstration physique et esthétique de l'action collective habitante, d'une valeur ajoutée à une transformation durable de l'urbain qui recèle dès lors de vrais potentiels d'autonomisation (*empowerment*) (Bacqué et Biewener 2013 ; Emelianoff 2011). Pour autant, outre le fait que la gestion ou la co-production des espaces collectifs ne concernent souvent que des micro-adaptations du projet d'écoquartier, elles ne vont pas sans ambiguïtés, qu'il s'agisse d'effets d'exclusion et de frontières, de conflit, de la difficulté à pérenniser les expériences, etc. Autour de cet axe, quels que soient l'ampleur ou le type d'expérience, sont attendues des contributions qui analysent les liens entre espaces collectifs

et participation — posant aussi la question des rapports à l'espace public (Soulier 2012) et plus généralement aux lieux urbains (Gehl 2013) —, tant en termes de chronotopie, d'occupations diverses, de potentialités ou d'activation participatives, que de complexité ou de tensions dans la gouvernance de ces territoires de l'écoquartier.

2. Expertise(s) « habitante(s) » et gouvernance participative

Dans un contexte où la démocratie participative est devenue un incontournable (bien que peu pratiquée, il faudra en comprendre les blocages), où la durabilité soulève un enjeu technoscientifique particulièrement vif, il semble pertinent d'étudier la redistribution des rôles entre expertise et contre-expertise ; ce d'autant plus que les habitants et les autres acteurs de la société civile réclament la reconnaissance de leur « savoir profane », de leur connaissance du terrain (Félonneau et Sennès 2011). Il paraît dès lors important d'analyser les pratiques participatives à la lumière des stratégies des acteurs de la « société civile » en présence. En plus des modalités de reconnaissance ou d'organisation des compétences et de l'expertise — ou de la contre-expertise — d'usage au sein des dispositifs ou d'actions participatifs, outre les processus de mobilisation, de leadership, ou l'analyse de la dynamique des groupes habitants d'écoquartiers, l'idée est aussi de questionner la fréquente prédominance associative. Celle-ci s'exerçant parfois au détriment des citoyens « non organisés », avec la structuration/spécification de l'implication des habitants que cela peut entraîner. A côté de cette tension entre représentation et participation, il s'agit aussi d'analyser l'émergence de « professionnels de la participation » évoquée dans la fabrique des villes durables (Zetlaoui-Léger 2013). En effet, avec cette tendance à la professionnalisation, on assiste à des questionnements internes, voire identitaires, au sein de certains champs de l'action urbaine et pour certains acteurs de la participation. Par exemple, la figure de l'« expert-militant » socioculturel (Nonjon 2006, Gourgues 2013, Greffier et Tozzi 2014), aux prises avec des opérations de réhabilitation durable des quartiers, incarne ce type de tensions : d'un côté « facilitateur » entre la puissance aménageuse et les populations, risquant l'instrumentalisation ; de l'autre, socialement engagé auprès des habitants du quartier, censé travailler à l'agrégation, à la structuration des revendications, voire redonner une teinte contestataire aux processus d'appropriation. Autour de cet axe sont attendues des propositions illustrant des expériences et des formes d'engagement habitants (auto-promotion, habitat coopératif, dispositifs d'économie sociale et solidaire au sens large, etc.), autant que des communications qui analysent ces processus au prisme des interactions complexes entre les dimensions individuelle et collective, « profane » et professionnelle notamment.

3. Mobilisation des habitants et acquisition des modes de vie durables

Il semble que, selon les concepteurs des projets, les acteurs politiques et les techniques, la pérennisation des solutions adoptées à l'échelle de l'écoquartier dépende des comportements des usagers mais aussi d'une gestion attentive et de proximité. Si pour les différents acteurs une telle gestion doit être assurée par les habitants du quartier, la réponse privilégiée est souvent technique, au détriment d'aspects culturels (habiter « autrement ») et socio-politiques (redéfinir le « vivre ensemble »). Ainsi, certains projets d'urbanisme durable portés par la puissance publique — ou par certains organismes privés — accordent une plus grande importance à l'innovation technologique que sociale, s'appuyant parfois sur l'hypothèse selon laquelle la durabilité reposerait principalement sur des aménagements et indicateurs techniques (Faburel et Tribout 2010). Une première série de réflexion pourra porter sur la complémentarité, mais aussi la tension, entre gestion environnementale ou éco-technologique et l'appropriation ou les usages des habitants (consommation énergétique, etc.). Le lien sera aussi à faire avec la conception plutôt incitative de la durabilité qui en découle, et qui traverse le champ de l'adaptation urbaine durable et participative. En effet, martelée autour des opérations d'écoquartiers, la volonté d'une diffusion généralisée des éco-gestes et des éco-attitudes

ne va pas sans ambiguïtés. Outre le fait que pour certains « habiter » relève de l'existentialité et ne peut « s'apprendre » (Paquot et al. 2007), cette adaptation comportementale, avec sa part d'intégration et de conformation, s'appuie aussi souvent sur une rhétorique excluante, notamment celle d'une disqualification de modes de vie écologiquement « irresponsables » voire « égoïstes ». À côté du bannissement de certaines « mauvaises » habitudes, la mise en durabilité intègre aussi parfois sa part de « néo-hygiénisme » social perméable aux volontés habitantes d'éloignement des « corps qui dérangent » et des populations décrétées indésirables (Tozzi 2013). Par ailleurs, en matière d'adaptation à de nouveaux modes d'habiter la ville et de mise aux nouvelles normes comportementales, la sensibilisation, la responsabilisation, l'accompagnement et la pédagogie sont des leviers systématiques : il s'agit certes de mobiliser les habitants, mais plutôt pour leur apprendre à habiter selon de nouvelles modalités, d'assurer la conformation aux dispositifs normalisés et aux cadres gestionnaires que la collectivité prend en charge (Barbier 2002, Renaud 2012, Zetlaoui-Léger 2013 ; Becker et Félonneau 2011). Au vu de ces éléments, des contributions mettant en lumière les liens entre participation et formes d'exclusions, d'acquisitions ou de disqualifications comportementales sont attendues. De même, il sera intéressant d'intégrer des analyses qui portent sur la conception ambiguë de l'habitant-usager qui ressort autant comme participative que comme « passive », les gestionnaires d'écoquartiers envisageant l'engagement dans de nouveaux modes de vie écocitoyens de façon plutôt injonctive : entre « bien faire » (trier les déchets, respecter la nature, économiser l'électricité, etc.) et ne plus « mal faire » (ne pas gaspiller l'eau ou utiliser la voiture, etc.).

4. Nouvelles technologies et participation habitante

Autour du projet urbain durable, la dimension TIC est particulièrement présente s'agissant notamment de sa contribution à l'activation des dynamiques habitantes. Dans un univers de promotion généralisée des usages collectifs du numérique, et concernant plus précisément les écoquartiers français ou étrangers, plusieurs outils sont convoqués à l'appui des opérations : questionnaires, journaux ou blogs en ligne, utilisation des réseaux sociaux, réalité augmentée, *serious game*, visites virtuelles ou web-plateformes, mais aussi pilotage domotisé, outils collaboratifs en vue d'optimiser la consommation énergétique, etc. Pour autant, dans cette profusion, les dimensions innovantes et interactives s'avèrent très inégales, tandis que les outils procèdent souvent de logiques classiques – descendantes – d'information ou de gestion, plus que d'une dynamique participative et ascendante autour de l'élaboration ou de la co-construction du projet ; les nouvelles technologies pouvant d'ailleurs être largement excluantes pour certaines populations. À travers l'utilisation des TIC, autour de la durabilité comme enjeu technique fondamental, il s'agit d'abord de collecter massivement de l'information et des données, cela n'allant pas sans poser problème s'agissant de l'accès à celles-ci, de leur disponibilité pour les habitants, mais aussi de la concurrence dans leur gestion et leur interprétation. Du point de vue des porteurs de projet d'écoquartiers, les TIC servent aussi à convaincre, à promouvoir certaines scénographies propices à l'acceptabilité sociale de l'opération ; parfois l'objectif recherché est plus clairement celui d'une contribution aux processus d'appropriation, d'animation, de gestion de proximité. La question se pose alors de savoir dans quelle mesure les TIC appuient-elles des revendications habitantes et supportent-elles l'organisation de la contestation face au projet d'aménagement ? Qu'il s'agisse d'information, de gestion ou de participation, ces modalités questionnent autant la géométrie variable de la gouvernance participative des outils (pilotage municipal, gestion par les bailleurs, auto-organisation habitante, etc.), que celle de l'opération d'écoquartier. Outre l'analyse des interactions entre participation et technologies de communication en lien avec la durabilité urbaine, sont attendues des propositions qui en questionneront les effets – attendus ou non –, les modalités de diffusion, d'appropriation, d'accompagnement, de résistance, mais aussi les marqueurs idéologiques, les représentations et « imageries » territoriales véhiculées, etc.

5. Mobilisation habitantes et gouvernement de la participation

L'observation des processus participatifs dans les écoquartiers confirme la prégnance et les effets d'une institutionnalisation, d'un « gouvernement de la participation » entendu comme la maîtrise potentielle des aspects/enjeux de la participation et le cadrage des dispositifs par les autorités publiques nationales ou locales (Gourgues 2013). Parfois, faire participer le « public », le « citoyen », « l'usager » revient à l'intégrer dans un cadre opératoire construit d'avance, à lui faire jouer une partition déjà écrite par la puissance publique et non à l'inciter à inventer de nouveaux moyens d'action (Bacqué, Rey et Sintomer 2005). Dans ce contexte, il est intéressant d'analyser les positionnements des acteurs politico-institutionnels qui, autour des aménagements de quartiers durables, jouent dans certains cas de la participation comme d'une occasion de travailler à leur propre mise en ordre de l'espace urbain. Car si la mise en débat public du projet urbain est un gage de légitimité démocratique, le bornage institutionnel prévaut dans la construction et la présélection des enjeux soumis à participation : ce sont les collectivités et leurs mandataires, maîtres d'ouvrage des écoquartiers, qui décident ce qui est, ou non, négociable et discutable. Ainsi, autour de cet axe, pourront être discutées les tensions ou les « transactions sociales » à l'œuvre dans la mise en durabilité urbaine, entre participation des habitants et stratégies politico-administratives construites autour des préoccupations d'« accommodation-rationalisation » (Rumpala 2003), d'un pilotage planificateur persistant, la recherche d'acceptabilité des opérations, ou encore du « recyclage » des initiatives habitantes-citoyennes, mais aussi des processus de « décharge » stratégique au profit d'une gestion de proximité moins coûteuse (politiquement, financièrement, etc.).

Comité scientifique (composition susceptible d'être élargie):

Cyria EMELIANOFF – Université du Maine

Daniel LE COUEDIC – Université de Bretagne

Guy MERCIER – Université de Laval (Québec)

Jean-Pierre AUGUSTIN – Université de Bordeaux Michel de Montaigne

Jodelle ZETLAOUI-LEGER – l'École Nationale Supérieure d'Architecture Paris la Villette

Marie-Line FELONNEAU – Université de Bordeaux

Pascal BAIN – Agence Nationale de la Recherche

Thierry PAQUOT – Université de Paris Val-de-Marne

Équipe de recherche ANR PAGODE (resp. Pascal TOZZI)

Comité d'organisation :

Équipe de recherche ANR PAGODE (resp. Pascal TOZZI)

UMR CNRS ADESS 5185

Échéancier :

1. Envoi par mail d'une proposition pour le **30 septembre 2014**
(5000 signes maximum – hors titre et bibliographie) à l'adresse suivante :
[pascal\[point\]tozzi\[at\]cnrs.fr](mailto:pascal[point]tozzi[at]cnrs.fr)
2. Réponse du comité scientifique le **15 octobre 2014**.
3. Texte complet à envoyer pour le **20 novembre 2014**.
4. Colloque à Bordeaux, les **27 et 28 novembre 2014**.
5. Publication des actes au **1^{er} semestre 2015**.

Références bibliographiques

- BACQUÉ M.-H. et BIEWENER C., 2013, *L'empowerment une pratique émancipatrice*, La Découverte, 175 p.
- BACQUÉ M.H. et MECHMACHE M., 2005, Citoyenneté et pouvoir d'agir dans les quartiers populaires, Rapport à F. Lamy, ministre délégué chargé de la ville, METDL, 98 p.
- BACQUÉ M.H., REY H. et SINTOMER Y., 2005, *Gestion de proximité et démocratie participative : une perspective comparative*, La Découverte.
- BARBIER R., 2002, « La fabrique de l'usager. Le cas de la collecte sélective des déchets », *Flux*, n°48/49, Avril-Septembre, pp. 35-46
- BECKER M. et FÉLONNEAU M.L., 2011, « Pourquoi être pro-environnemental ? Une approche socio-normative des liens entre valeurs et pro-environnementalisme », *Pratiques Psychologiques*, numéro spécial « Psychologie Sociale appliquée à l'Environnement ».
- BONARD Y. et MATTHEY L., 2010. « Les éco-quartiers : laboratoires de la ville durable ? », *Cybergéo : European Journal of Geography* [en ligne], Débats, « Quartier durable ou éco-quartier ? » mis en ligne le 9 juillet 2010.
- EMELIANOFF C., 2008, « Enjeux et figures d'un tournant urbanistique en Europe, Responsabilité et environnement », *Annales des Mines*, n° 2, octobre, p. 15-20.
- EMELIANOFF C., 2011, « L'ingérence habitante dans l'urbanisme durable : un bain de jouvence ? », intervention pour le colloque ESIEE « Faire la ville durable, inventer une nouvelle urbanité », Session « Participation citoyenne et démocratie locale », Marne-La-Vallée, 20-21 janvier.
- FABUREL G. et ROCHÉ C., 2012, « Modes d'habiter et participation habitante dans les éco-quartiers en France. Une analyse par les valeurs et principes de projets récents », communication pour la journée d'étude « L'implication des habitants dans les projets d'écoquartiers en France : quelles pratiques, quelles perspectives ? », 18 septembre, École Nationale Supérieure d'Architecture Paris-Val de Seine.
- FABUREL G. et TRIBOUT S., « Les quartiers durables sont-ils durables ? De la technique écologique aux modes de vie », in Faburel G. (coord.), Manola T., Geisler E., Tribout S., 2010, *Les quartiers durables : moyens de saisir la portée opérationnelle et la faisabilité méthodologique du paysage multisensoriel?*, Rapport Intermédiaire, Lab'Urba de l'IUP/IFU et ENSPV, pour le Programme Interdisciplinaire de Recherche Ville et Environnement du CNRS et du PUCA, novembre, 82 p.
- FÉLONNEAU M.L. et SENNÈS V., 2011, « Expertise et responsabilité environnementale des citoyens. De l'espace privé à l'espace public », 4ème Colloque de l'Association pour la Recherche en Psychologie de l'Environnement, Lyon, France.
- GEHL J., 2013, *Pour des villes à l'échelle humaine*, Ecosociété, 274 p.
- GOURGUES G., 2013, *Les politiques de démocratie participative*, PUG, 148p.
- GREFFIER L. et TOZZI P., 2014, « Quartiers durables et participation des habitants au prisme de l'action socioculturelle. Implication des centres sociaux et opérations d'écoquartiers français », in *Développement Durable et Territoires*, dossier « La participation habitante dans les écoquartiers : discours, effets, expérimentations et retours critiques », à paraître.
- HAMMAN P. (dir.), BLANC C. et HENNINGER F., 2008, *Penser le développement urbain : regards croisés*, L'Harmattan, Logiques sociales, 324 p.
- LÉRESCHÉ J.-P., AUDÉTAT M. (dir.), 2006, « Participation et développement urbain durable », *Urbia*, n°3.
- MATHIEU N., GUERMOND N., 2011, *La ville durable, du politique au scientifique*, Quae.
- NONJON M., 2006, *Quand la démocratie se professionnalise... Enquête sur les experts de la participation*, thèse de doctorat, Université de Lille, 462 p.
- NORYNBERG P., 2001, *Faire la ville autrement*, Éditions Yves Michel, 152 p.
- PAQUOT T., LUSSAULT M. et YOUNES C., 2007, *Habiter, le propre de l'humain*, La Découverte, 380 p.
- RENAULD V., 2012, *Fabrication et usage des écoquartiers français Éléments d'analyse à partir des quartiers De Bonne (Grenoble), Ginko (Bordeaux) et Bottière-Chénaie (Nantes)*, Volume 1, thèse de doctorat, INSA de Lyon.
- RUMPALA Y., 2003, *Régulation publique et environnement. Questions écologiques, réponses économiques*, L'Harmattan, 373 p.
- SCHAEFFER V., RUEGG J., LITZISTORF-SPINA N., 2010, « Quartiers durables en Europe : enjeux sociaux et processuels », *Urbanisme*, n°371, pp. 27-32.
- SIRIANNI, C. et L. FRIEDLLAND (2001). *Civic Innovation in America. Community Empowerment, Public Policy, and the Movement for Civic Renewal*, Berkeley, University of California Press.
- SOULIER N., 2012, *Reconquérir les rues. Exemple à travers le monde*, Les Éditions Eugen Ulmer, 288 p.
- TOZZI P., 2013, *Ville durable et marqueurs d'un « néo-hygiénisme » ? Analyse des discours de projets d'écoquartiers français*, *Norois*, n°227, pp.97-113
- ZETLAOUI-LEGER J. (dir.), 2013, *La concertation citoyenne dans les projets d'écoquartiers en France : évaluation constructive et mise en perspective européenne*, T.1, Lab'Urba, Université Paris Est Créteil-Val de Marne, 356 p.
- ZETLAOUI-LEGER J., 2013, « Urbanisme participatif », in Casillo I., Barbier R., Blondiaux L., et al. (dir.), *Dictionnaire critique et interdisciplinaire de la participation*, Paris, Groupement d'Intérêt Scientifique *Participation du public, décision, démocratie participative*.